



ARRÊTÉ N° 88-E-2691 du 27 DEC. 1988

D.R.A.G.

4ème Bureau

SB/PB

portant ~~XXXXXX~~ régularisant, au titre de la loi sur les Installations Classées, la situation administrative de l'ensemble des activités exercées dans les Fonderies du Moulinet, à ST-MARCEL.

o

o

o

LE PREFET,  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 pris pour application de la loi sus-visée -et du titre 1er de la loi n° 64-1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution- ;

Vu la nomenclature des Installations Classées et en particulier les rubriques n° 284.1.b (1 bis ; 269.2 ; 405.B.1.b) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 Décembre 1890 autorisant M. GENTY Denis à installer une fonderie de fonte à ST-MARCEL ;

Vu le récépissé en date du 18 Septembre 1948 délivré à M. BOTTE pour la reprise à son som de la fonderie précédemment exploitée par M. GENTY ;

Vu le récépissé de déclaration délivré le 11 Janvier 1974 à la SARL Fonderie du Moulinet pour l'installation d'une cuve de 1 000 kg de gaz combustible liquéfié ;

Vu le dossier déposé par M. le Directeur de la Fonderie du Moulinet en vue de régulariser la situation administrative de l'établissement qu'il exploite à ST-MARCEL ;

.../...

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée à la mairie de ST-MARCEL du 21 Décembre 1987 au jeudi 21 Janvier 1988 ;

Vu l'avis émis par le Commissaire-Enquêteur en date du 22 Février 1988 ;

Vu les avis émis par les Chefs des Services Techniques consultés au cours de l'instruction du dossier ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de ST-MARCEL en date du 5 Décembre 1987 ;

Vu les arrêtés préfectoraux n° 88-E-1035 du 19 Mai 1988 et n° 88-E-2340 du 15 Novembre 1988 prolongeant le délai d'instruction du dossier, respectivement de 6 mois et de 2 mois ;

Vu le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 8 Novembre 1988 ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène au cours de la séance du 7 Décembre 1988 ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite à M. le Directeur de la Fonderie du Moulinet, le 9 Décembre 1988 ;

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

.../...

A R R E T E

Article 1 : La S.A. FONDERIES DU MOULINET dont le siège social est Route de CHATEAUROUX 36200 ST MARCEL est autorisée à exploiter à cette même adresse une fonderie de fonte et aluminium.

Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté pour l'exercice des activités suivantes :

- . 284.1.b - Autorisation : Fonderie de métaux et alliages lorsqu'on traite, même accidentellement des déchets métalliques tels que tournures, limailles, etc... ou des vieux métaux et alliages, soit imprégnés, enduits ou recouverts de produits étrangers divers tels huile, peinture, isolants, etc... (fontes de récupérations classées . VF1).
- . 1 bis - Déclaration : Emploi de matières abrasives telles que sable, corindon, grenaille métallique, etc... sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, etc...
- . 269.2 - Déclaration : Emploi de matériel vibrant pour la confection des moules à partir de sable, les appareils étant situés à plus de 30 m de tout bâtiment habité ou occupé par des tiers.
- . 405.B.1b - Déclaration : Application à froid sur support quelconque de peinture par pulvérisation, la quantité de peinture utilisée journalièrement étant inférieure à 25 l .
- . 282 - Non classable : Travail mécanique des métaux et alliages par décolletage, fraisage, contournage, meulage, perçage, sciage et tous procédés mécaniques analogues.

Article 2 : L'arrêté du 24 Décembre 1890 est abrogé et les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles jointes aux récépissés des 18 Septembre 1948 et 11 Janvier 1974.

Article 3 : Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à l'ensemble des installations de l'établissement qu'elles soient ou non mentionnées dans la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

.../...

Article 4 : PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT :

a) Implantation :

L'établissement sera situé et installé conformément aux plans joints à la demande d'autorisation.

Tout projet de modification de ces plans devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une déclaration au Préfet.

b) Prévention de la pollution atmosphérique :

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments, à la beauté des sites.

Tout brulage de déchets à l'air libre est interdit.

c) Prévention du bruit :

. Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

. Tous travaux bruyants susceptibles de gêner le voisinage pendant la nuit (machinerie, manutention, voiturage, etc...) sont interdits entre 20 H 00 et 7 H 00.

. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 Aout 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations relevant de la loi sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement leur sont applicables.

. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à type homologué au titre du décret du 18 Avril 1969).

. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

. Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera conformément aux dispositions de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 Aout 1985 précité. Les niveaux sonores mesurés dans ces conditions ne devront pas dépasser, en limite de propriété, les valeurs suivantes :

.../...

- De jour ( 7 H 00 à 20 H 00).....60 dBA
- En périodes intermédiaires  
(6 H 00 à 7 H 00 et 20 H 00 à 22 H 00).....55 dBA
- De nuit (22 H 00 à 6 H 00).....50 dBA.

. L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

. L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

#### d) Prévention de la pollution des eaux :

. L'établissement disposera d'un réseau séparatif permettant de collecter d'une part les eaux non polluées (pluviales, refroidissement...) qui seront dirigées vers le réseau eaux pluviales de la ville ou éventuellement, pour les eaux pluviales, au milieu naturel (ruisseau dit de "Le Mage") ; d'autre part les eaux résiduaires (sanitaires et lavages éventuels) qui seront dirigées vers le réseau eaux usées de la ville.

Ces rejets d'eaux résiduaires au réseau collectif seront réalisés conformément aux dispositions de l'instruction du 6 Juin 1953 relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux insalubres ou incommodes.

. Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipients déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'eaux usées ou les milieux naturels (rivières, lacs,...). Leur évacuation éventuelle après accident devra être conforme aux dispositions de l'instruction du 6 Juin 1953 relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir.
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

. L'exploitant devra tenir à jour un plan de l'établissement sur lequel devront apparaître les réseaux d'eaux ainsi que les sources et la circulation des eaux de toutes origines.

. Conformément aux dispositions du décret N° 77-1554 du 28 Décembre 1977 (J.O. du 18 Janvier 1978), la biodégradabilité des détergents éventuellement utilisés sera égale ou supérieure à 90 %. .../...

e) Déchets :

1) L'exploitant doit éliminer ou faire éliminer les déchets produits par les installations dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Tous les déchets seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.

2) Dans l'attente de leur enlèvement, les déchets (bidons, chiffons, papiers...) imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques seront conservés dans des récipients étanches ou par tout moyen appropriés aux risques.

On disposera, à proximité, d'extincteurs ou moyens de neutralisation appropriés aux risques.

Les déchets liquides seront stockés dans des récipients étanches.

Les sables de fonderie seront stockés séparément dans des conteneurs ou tout autre moyen équivalent en vue de leur recyclage ou évacuation à effectuer régulièrement et dans les conditions définies à l'alinéa précédent.

3) Huiles usagées :

Conformément au décret du 21 Novembre 1979 modifié par le décret N° 85-387 du 29.3.85 les huiles usagées seront remises à un ramasseur ou un éliminateur agréé.

f) Nuisances accidentelles :

En cas de nuisances accidentelles l'exploitant adressera sous 15 jours au Service des Installations Classées un compte rendu sur l'origine de l'accident et les mesures qui sont prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

g) Installations électriques :

Les installations électriques seront entretenues en bon état. Elles seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent.

Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

.../...

h) Hygiène et sécurité des salariés :

L'exploitant devra se conformer aux dispositions réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des salariés.

Article 5 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES A L'ACTIVITE FONDERIE :

A) Ateliers fonderies :

1) Les bâtiments abritant les fours de fusion seront munis, à leur partie supérieure, de lanternaux assurant une ventilation naturelle suffisante. Une ventilation mécanique sera installée si cela s'avère nécessaire.

2) Pendant les opérations de chargement des fours, les portes des ateliers seront, si nécessaire, fermées afin d'éviter la propagation de bruits gênants pour le voisinage.

3) Les ateliers de fusion seront installés et exploités de manière à ce qu'en aucun cas de l'eau ou des produits liquides ne puissent être déversés, même accidentellement dans les fours ou creusets contenant le métal en fusion.

4) Les vapeurs émises au-dessus des fours de maintien et lors de la coulée seront captées et rejetées à l'atmosphère afin qu'il n'en résulte pas d'émissions notables de fumées dans l'atelier.

5) Toutes mesures seront prises pour qu'il ne puisse y avoir déversement direct de métal en fusion sur le personnel employé dans l'atelier.

6) Des consignes de sécurité définissant les conditions de circulation des matériels transportant le métal en fusion entre les fours de fusion et les fours de maintien, seront établies.

7) Aucun dépôt même provisoire de matières combustibles ne sera effectué à proximité des fours de fusion, des fours de maintien et des zones où est effectuée la coulée des pièces.

8) Pour la fonderie de fonte l'exploitant devra, en marche normale, se limiter à l'utilisation exclusive du four électrique. Exceptionnellement et en cas de panne le four à coke pourra être remis en service. Dans ce dernier cas, toutes dispositions seront prises afin d'éviter qu'il en résulte une gêne pour le voisinage (fumées par exemple).

9) Pour la fonderie d'alliages aluminium, les alliages utilisés devront être exempts de produits étrangers tels que huile, peinture, isolants...

Les copeaux et tournures éventuellement réutilisés devront avoir été suffisamment débarrassés de leur humidité par séchage si nécessaire, pour éviter toute projection de métal fondu lors de leur introduction dans les fours de fusion.

.../...

10) La préparation des sables utilisés pour la fabrication des noyaux ou autres éléments sera réalisée de manière à ce qu'il n'en résulte pas d'émissions de poussières dans l'atelier. Les poussières éventuelles seront captées et traitées si nécessaire.

11) Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident, lors de la préparation des résines ou de l'enrobage des sables, rejet direct de ces produits dans le milieu naturel.

12) En cas d'utilisation de résines inflammables, il sera interdit de fumer ou d'apporter des feux nus à proximité des emplacements de manipulation de ces produits. Ces interdictions seront affichées en caractères apparents.

#### B) Ateliers d'ébarbage, grenailage, sablage :

1) Les opérations d'ébarbage, grenailage, sablage seront réalisées à l'intérieur de bâtiments ou enceintes spéciales comportant tous dispositifs ou équipements permettant de limiter les émissions sonores et de poussières au voisinage.

2) Les poussières provenant des machines d'ébarbage des pièces seront captées au plus près de leur émission.

3) Le grenailage sera effectué dans une enceinte installée et exploitée de manière à ce qu'il n'en résulte pas de dispersion des poussières.

4) L'air aspiré sur les installations d'ébarbage et de grenailage ne pourra être rejeté à l'extérieur qu'après avoir été débarrassé de ses poussières au moyen d'un dispositif efficace, maintenu en bon état de fonctionnement.

5) Les matériels seront régulièrement nettoyés afin d'éviter les accumulations de poussières.

6) Les limailles, copeaux, tournures d'aluminium seront stockés dans un local séparé des ateliers.

Aucun dépôt de matières combustibles ne sera réalisé dans ce local ou à proximité immédiate. Aucun foyer, conduit de fumées, canalisation d'eau chaude ou vapeur d'eau chaude ne devra se trouver à l'intérieur du local.

Ce local ne devra pas renfermer de poudre d'aluminium.

#### C) Atelier mettant en oeuvre le matériel vibrant :

Le matériel vibrant sera utilisé uniquement à l'intérieur des bâtiments.

Ce matériel sera utilisé et conçu de manière à réduire au maximum les émissions sonores. Les appareils seront, en particulier, montés sur socle antivibratil et équipés de silent-blocs. .../...



L'utilisation de ce matériel ne se fera que pendant la période de jour (7 H 00 - 20 H 00).

La mise en fonctionnement simultané des matériels vibrants sera évitée.

Les poussières éventuellement émises au cours de ces opérations seront captées et traitées.

Article 6 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES A L'ACTIVITE DE TRAVAIL DES METAUX (meulage, découpage, sciage, etc...).

Ces travaux seront réalisés à l'intérieur d'un bâtiment ou local particulier.

Ce local sera éclairé et ventilé uniquement par la partie supérieure à l'aide de baies aménagées de façon qu'il n'en résulte pas de diffusion de bruits gênant pour le voisinage. Si la situation l'exige ces baies devront être munies de chicanes appropriées formant écran au bruit.

Les portes et fenêtres ordinaires de l'atelier seront maintenues fermées pendant l'exécution des travaux bruyants.

Les travaux particulièrement bruyants tels que le meulage, sciage, ébarbage, etc... seront effectués, si c'est reconnu nécessaire, dans des locaux spéciaux efficacement insonorisés.

Tous les travaux bruyants de cette activité susceptibles de gêner le voisinage pendant la nuit seront interdits de 20 H 00 à 7 H 00.

Les poussières provenant du meulage ou du polissage seront captées et traitées de façon efficace de manière à ne pas gêner le voisinage par leur dispersion.

Article 7 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES A L'ATELIER D'APPLICATION DE PEINTURES ET VERNIS :

1) Les éléments de construction du local seront en matériaux incombustibles et pare-flamme de degré 1/2 heure.

La ventilation sera assurée par le bas.

2) Toutes les hottes et tous les conduits d'aspiration ou de refoulement seront métalliques ; s'ils traversent d'autres locaux, la résistance au feu de leur structure sera coupe-feu de degré une heure. Si ces locaux sont occupés ou habités par des tiers, elle sera coupe-feu de degré deux heures.

3) La ventilation mécanique sera suffisante pour éviter que les vapeurs puissent se répandre dans l'atelier ;

.../...

Ces vapeurs seront refoulées au-dehors par une cheminée de hauteur convenable et disposée dans des conditions évitant toute incommodité pour le voisinage. En outre, l'atelier sera largement ventilé mais de façon à ne pas incommoder le voisinage par les odeurs.

4) Un dispositif efficace de captation ou de désodorisation des gaz, vapeurs, poussières (tel que colonne de lavage, appareil d'absorption, filtres, etc...) pourra être exigé si, en raison des conditions d'installation ou d'exploitation de l'atelier, le voisinage reste incommodé par les odeurs ou les poussières.

5) En aucun cas les liquides récupérés ne devront être rejetés à l'égout.

6) On pratiquera de fréquents nettoyages, tant du sol que de l'intérieur des hottes et des conduits d'aspiration et d'évacuation des vapeurs de manière à éviter toute accumulation de poussières et peinture sèche susceptibles de s'enflammer ; ce nettoyage sera effectué de façon à éviter la production d'étincelles ; l'emploi de lampe à souder ou d'appareils à flammes pour effectuer ce nettoyage est formellement interdit.

#### Article 8 : DISPOSITIONS DIVERSES :

##### A) Délais d'application :

##### 1) Immédiatement :

Les prescriptions qui précèdent sont applicables immédiatement. De plus, les dispositions particulières suivantes, visant à réduire ou supprimer la gêne ressentie au voisinage, seront à respecter immédiatement :

. Cesser tous brûlages de bois, papiers, cartons, etc... même ceux réalisés à l'intérieur d'une installation d'incinération.

. Cesser toutes applications de peinture à l'air libre en dehors des locaux prévus à cet usage.

##### 2) Avant le 1er Janvier 1989 :

. Evacuer les déchets et sables de fonderie non recyclés vers un centre de traitement approprié et autorisé au titre des Installations Classées (par exemple décharge contrôlée pour les sables).

. Recouvrir l'ensemble des terrains remblayés, les talus étant impérativement recouvert de terre végétale en vue de leur engazonnement.

##### 3) Dans un délai maximum de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

. Fermeture à l'aide de matériaux isolants phoniques de la partie de toiture orientée vers la propriété de M. BREJAUD.

.../...

. A l'extrémité des terrains remblayés et en particulier ceux situés au nordde l'établissement face aux habitations des plaigants, plantation d'une haie vive ou d'une rangée d'arbres à feuilles persistantes (tuyas par exemple).

. Présentation d'une étude ou d'un projet de modifications d'implantation des ventilations du local transformateur en vue de réduire ou supprimer la gêne ressentie par le voisinage (M. BREJAUD). Cette étude ou ce projet devra comporter un engagement avec délai de réalisation.

B) Dispositions générales :

. L'exploitant devra pouvoir justifier qu'il s'est conformé aux prescriptions qui précèdent.

. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

. L'administration se réserve en outre le droit de prescrire ultérieurement après avis du Conseil Départemental d'Hygiène, toutes modifications que le fonctionnement ou la transformation de la dite exploitation rendraient nécessaires dans l'intérêt de la salubrité publique et ce sans que le titulaire de l'autorisation puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité.

. Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 21 Septembre 1977, toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

En outre, le transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessiterait une nouvelle demande d'autorisation.

Un avis énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une ampliation de l'arrêté est déposée en mairie, sera affiché à la mairie de ST-MARCEL et inséré par les soins du Préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Article 9 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, Inspecteur des Installations Classées, le Maire de ST-MARCEL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Pour ampliation  
Le Directeur Délégué

  
Gilbert MANDARD

Pour LE PRÉFET,  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Signé : Raymond CERVILLE